



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 Place du général de Gaulle
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 19 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 février 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CERNAY ENVIRONNEMENT

35 Rue de l'Europe
68700 Cernay

Références : 0006705039_2026_02_26_Cernay_Env_VIIC_Gestion_Eaux_Pluvial

Code AIOT : 0006705039

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 février 2026 dans l'établissement CERNAY ENVIRONNEMENT implanté Zone industrielle Europe 35 rue de l'Europe 68700 Cernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de l'action régionale concernant la gestion des eaux pluviales et la campagne de détection des PFAS chez les traitiers de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CERNAY ENVIRONNEMENT
- 35 rue de l'Europe 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006705039
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Cernay Environnement pratique des activités de regroupement et tri de déchets dangereux et non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- PFAS

Référentiel utilisé:

- Arrêté Ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté Préfectoral du 10 décembre 2010 portant autorisation d'exploiter une plate-forme de valorisation de déchets à Cernay;
- Arrêté Ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Valeurs limites applicables aux rejets	Arrêté Préfectoral du 10/12/2010, article 4.3.12	Demande d'action corrective	2 mois
6	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 10/12/2010, article 9.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Sans objet
2	Dispositif de traitement adéquat	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Sans objet
3	Entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Sans objet
4	Protection contre la pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 10/12/2010, article 7.6.8.11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite il a été constaté le non respect des valeurs de rejets des eaux pluviales. L'exploitant ne transmet pas systématiquement ses valeurs de rejets aqueux au travers de l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). Il est demandé à l'exploitant de régulariser sa situation dans un délai ne dépassant 2 mois.

L'exploitant n'a pas réalisé sa campagne de recherche de PFAS dans ses rejets aqueux suivant les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, c'est à dire trois analyses mensuelles consécutives.

Compte tenu de ce manquement l'exploitant est mis en demeure de respecter l'article 4.II de

l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, réseaux
Prescription contrôlée : [...] Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan des réseaux de ses installations. Il date du 31 août 2011. Le cartouche du plan ne fait pas apparaître de modification. Sur le plan sont mentionnés la position du clapet d'obturation du réseau de collecte des eaux pluviales de voirie, la pompe de relevage et les différents systèmes de traitement des hydrocarbures, ainsi que les avaloirs et les canalisations constituant le réseau de collecte. La topographie des aires de collectes des eaux pluviales de voirie est en toit. Les deux pentes sont équipées d'avaloirs et de six séparateurs d'hydrocarbure positionnés sur le fil d'eau de chaque pente. Le plan de défense incendie n°PMI02, comprenant notamment le plan des réseaux, est disponible pour les pompiers en version informatique et papier à l'entrée du site, dans une boîte à lettre dont ils disposent de la clé. Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif de traitement adéquat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement
Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers. [...]
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence de six séparateurs d'hydrocarbures, permettant de traiter les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle.

<p>Les voiries et les zones d'entreposage de déchets visibles le jour de la visite sont en bon état, ne présentent pas de défaut structurel pouvant altérer leur étanchéité.</p> <p>L'emplacement des séparateurs sur le terrain a été comparé au plan des réseaux présentés. Il n'a pas été constaté de différence.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Entretien des ouvrages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. [...] les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les éléments permettant de juger de l'entretien régulier des séparateurs d'hydrocarbures. Ils sont curés deux fois par an. Ce protocole est décrit dans le document d'audit interne relatif aux séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>Les derniers curages datent des 8 et 9 décembre 2025. Ils ont fait l'objet de quatre Bordereaux de Suivis des Déchets reprenant les codes déchets 13 05 07* (eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures) et 13 05 02* (boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures) pour un tonnage total estimé à 17,2 tonnes.</p> <p>Le nettoyage précédent date des 2 et 3 janvier 2025. Les déchets associés ont fait l'objet de trois BSD dont le code déchet est 13 05 07*, pour un tonnage estimé au total à 15 tonnes.</p> <p>Les bordereaux de suivi de déchets en lien avec ces opérations sont recensés dans l'application VIGIE déchets.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Protection contre la pollution accidentelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10 décembre 2010, article 7.6.8.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux pluviales sont raccordés à deux bassins de confinement étanches aux produits collectés [...]</p> <p>Une vanne de barrage située entre chaque bassin de confinement et le réseau d'assainissement communal permet d'assurer la rétention des eaux. La fermeture de ces vannes est manuelle[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté en salle, d'après le plan des réseaux, son mode de confinement des eaux en cas d'accident.</p>

Les eaux de voiries collectées sont dirigées vers deux bassins suivant la zone de collecte. Toutes les eaux sont traitées par une série de six séparateurs débourbeurs avant leur stockage dans les deux bassins.

Le bassin le plus au sud sert de réserve d'eau en cas d'incendie. Les eaux collectées le sont sur des zones de stockage peu susceptibles d'entraîner une charge en matière en suspension. Par surverse, elles vont ensuite rejoindre le second bassin.

Il est possible d'empêcher la communication entre les deux bassins par une vanne à guillotine manuelle.

Le second bassin recueille l'ensemble des eaux pluviales restantes. Le bassin est enterrée par rapport au terrain naturel et au réseau communal ce qui nécessite le pompage des eaux pour les évacuer. Lorsque le second bassin est au maximum de sa capacité de stockage, l'exploitant active sa pompe de relevage permettant le transfert des eaux vers la station d'épuration des eaux usées de la commune. L'alimentation électrique de la pompe est coupée par défaut.

Pendant la visite, il a été constaté que la pompe de relevage n'était pas alimentée en énergie et qu'une procédure est affichée dans le local de commande de celle-ci, précisant les modalités de mise en fonction de la pompe.

La manivelle, permettant d'actionner les vannes manuelles de confinement propres à chaque bassin, est accrochée sur la clôture entourant le second bassin. Les tampons des regards permettant l'accès aux organes de confinement sont peints en jaune pour une localisation rapide. Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites applicables aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2010, article 4.3.12

Thème(s) : Risques accidentels, Valeurs limites

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le réseau d'assainissement communal, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence des rejets vers le milieu récepteur : N °2 et 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) :

Débit de référence	Maximal journalier total : 165 m ³ /j
Paramètre	Concentration moyenne journalière à chaque rejet (mg/l)
MES	100
DCOeb	300
Hydrocarbures totaux	10
Métaux totaux	15
Plomb et composés	0,5

Cuivre et composés	0,5
Chrome et composés	0,5
Nickel et composés	0,5
Zinc et composés	2
Manganèse et composés	1
Étain et composés	2
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5

Arrêté Préfectoral du 10/12/2010, article 9.2.3

Les mesures sont réalisées sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations, dans le respect des normes de prélèvement et d'analyse en vigueur.

[...]

Arrêté Préfectoral du 10/12/2010, article 9.1.2

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de prélèvement et des matériels d'analyse, ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère concerné pour les paramètres considérés.

[...]

Lorsque la surveillance définie par la suite est réalisée par un organisme extérieur dans les conditions susmentionnées, les mesures comparatives ne sont pas nécessaires.

Constats :

A l'issue de l'inspection, l'exploitant a fait parvenir par courriel les dernières analyses de ses eaux pluviales. Le prélèvement a été réalisé le 15 décembre 2025.

Il est constaté sur le bassin 2 un dépassement de la teneur en DCO. La valeur mesurée est de 322 mg/L pour un maximum de 300 mg/L. Les autres valeurs respectent les concentrations moyennes journalières.

L'exploitant le jour de l'inspection précise que le prélèvement a été réalisé directement dans le bassin et non avant l'envoi dans le réseau communal. La mesure ne semble donc pas représentative de ses rejets.

De plus il a été constaté que le laboratoire d'analyse n'est pas agréé pour la mesure de tous les paramètres contrôlés (par exemple le manganèse, le cuivre et le zinc) mais est agréé pour la DCO (source : site internet « LABEAU Environnement »).

Compte-tenu des informations ci-dessus, du caractère ponctuel de la mesure et du questionnement sur la représentativité de la mesure, il n'est pas proposé à ce stade de mise en demeure, mais la réalisation d'une nouvelle analyse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser dans un délai n'excédant pas deux mois une nouvelle campagne de mesure respectant les conditions d'un prélèvement représentatif des ses rejets aqueux dans le respect des prescriptions citées ci-dessus et l'analyse par un laboratoire agréé pour tous les paramètres contrôlés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 2 mois

N° 6 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2010, article 9.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats des mesures réalisées en application des articles 9.2.3, 9.2.4 et 9.2.6 du présent arrêté sont transmis dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. Ils sont archivés pendant au moins 5 ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>Article 1: Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis au service de l'inspection les résultats de sa dernière campagne de mesure de ces rejets d'eaux pluviales par courriel (cf constat n°5).</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'avec la mise en place de l'outil GIDAF, il est tenu de télédéclarer tous les résultats de surveillance de ces rejets aqueux via ce site informatique.</p> <p>S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de compléter l'outil GIDAF sous un délai n'excédant pas un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délai : 1 mois

N° 7 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/02/2023, article 4.II

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses
--

Prescription contrôlée :

II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. [...]
--

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'avait effectué que deux des trois mesures mensuelles consécutives prescrites. Elles ont été réalisées en mars et mai 2024. De plus l'exploitant a déclaré sous GIDAF une analyse pratiquée en février 2026. Les analyses n'ont pas été réalisées sur trois mois consécutifs. La prescription contrôlée n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant :
--

Il est attendu de l'exploitant qu'il réalise trois mesures sur trois mois consécutifs.
--

Il appartiendra à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté du 20 juin 2023 pour les modalités de prélèvement. Il précise que « [...] <i>les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité [...]</i> ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois
